

Au 2^e trimestre 2024, l'emploi marque le pas dans les Pays de la Loire. Il progresse timidement dans le tertiaire (hors intérim) et l'industrie mais recule dans l'intérim et la construction. Le taux de chômage est stable, à 5,8 %, et reste le plus faible en France. L'activité salariée continue de progresser mais à un rythme faible. Dans la construction, les mises en chantier atteignent leur plus bas niveau depuis le début du XXI^e siècle et les permis de construire se stabilisent autour de leur plus bas niveau depuis 10 ans. Les créations d'entreprises se replient tandis que les défaillances progressent encore. La fréquentation hôtelière est en baisse par rapport au 2^e trimestre 2023.

L'emploi ne progresse plus

Au 2^e trimestre 2024, l'emploi salarié se stabilise et ne progresse plus pour la première fois depuis quinze trimestres. La région compte ainsi 1,58 million d'emplois salariés, comme au trimestre précédent. En France, l'emploi est stable également, dans un contexte de faible croissance du PIB (+0,2 % en variation trimestrielle). Au total, au 2^e trimestre 2024, l'emploi dépasse de 0,6 % (soit 9 000 emplois) son niveau d'un an auparavant dans la région, et de 0,5 % en France.

L'emploi est quasi stable en Loire-Atlantique (+0,1 %) et stable en Mayenne. En revanche, il se replie légèrement en Maine-et-Loire (-0,2 %), dans la Sarthe (-0,2 %) et en Vendée (-0,3 %). L'emploi privé est quasi stable (-0,1 %), après +0,3 % au trimestre précédent tandis que l'emploi public progresse à un rythme proche du trimestre précédent : +0,3 %, après +0,4 %. Sur un an, l'emploi privé augmente de 0,4 % dans la région et de 0,3 % en France. Sur la même période, l'emploi public augmente de 1,5 % dans les Pays de la Loire et de 1,2 % en France.

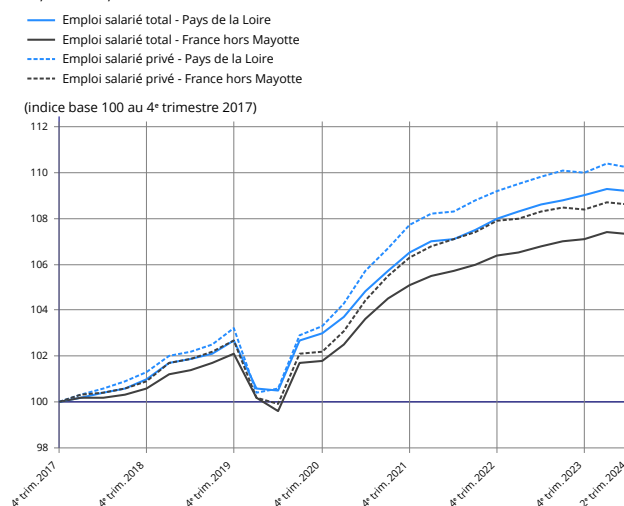
Hausse timide de l'emploi dans le tertiaire marchand (hors intérim) et net recul dans l'intérim

Dans le secteur tertiaire marchand hors intérim, l'emploi salarié progresse timidement de 0,2 % au 2^e trimestre 2024 (il est stable en France), après +0,5 % au trimestre précédent, soit une création nette de 1 010 emplois. La hausse trimestrielle est portée principalement par les services aux ménages (+0,7 %, +490 emplois), les services financiers (+0,7 %, +370 emplois) et les services aux entreprises (+0,2 %, +350 emplois). L'emploi augmente également dans l'information-communication (+0,3 %). Il est stable dans le commerce et quasi stable dans les transports (-0,1 %). En revanche, il se replie dans l'hébergement-restauration

(-0,5 %, -260 emplois) et poursuit son recul dans les services immobiliers (-0,4 %). L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim se replie légèrement en Vendée (-0,2 %) et augmente dans les autres départements (entre +0,2 % et +0,5 %). Sur un an, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim augmente de 1,1 % dans la région et de 0,6 % en France.

Dans le tertiaire non marchand, l'emploi ralentit (+0,2 %, comme en France, soit +900 emplois). Sur un an, il progresse de 1,5 % dans la région et de 1,2 % en France.

► 1. Évolution de l'emploi salarié

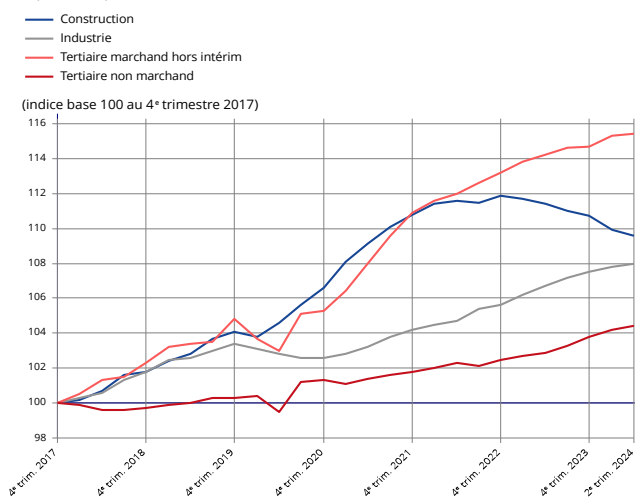


Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi salarié par secteur dans les Pays de la Loire



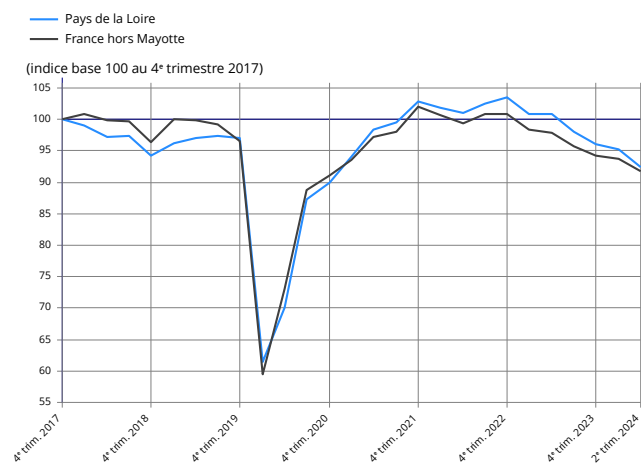
Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Au 2^e trimestre 2024, le nombre d'intérimaires comptabilisés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission, recule pour le quatrième trimestre consécutif, et la baisse s'accroît : -2,7 %, après -0,9 % au 1^{er} trimestre 2024. L'emploi intérimaire recule plus fortement dans la Sarthe (-5,7 %) que dans les autres départements : -3,4 % en Mayenne, -2,7 % en Vendée, -2,1 % en Loire-Atlantique et -1,8 % en Maine-et-Loire. Sur un an, l'emploi intérimaire recule plus nettement dans la région (-8,2 %), qu'au niveau national (-6,4 %) mais reste plus proche de son niveau d'avant-crise dans la région (-4,5 %) qu'en France (-8,2 %).

► 3. Évolution de l'emploi intérimaire



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

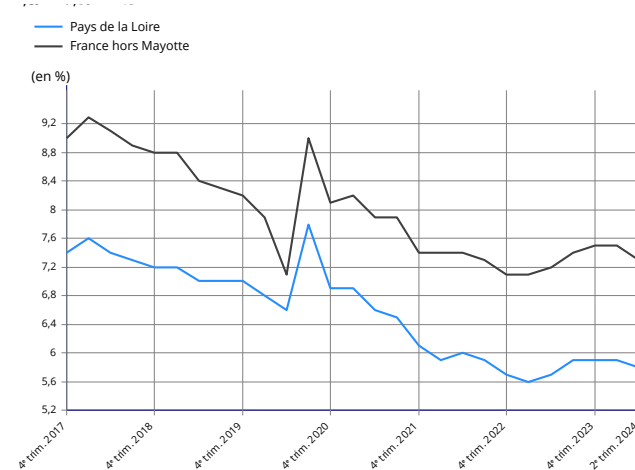
L'emploi progresse timidement dans l'industrie, le recul s'atténue dans la construction

Au 2^e trimestre 2024, l'emploi industriel continue d'augmenter timidement (+0,2 %), au même rythme qu'au trimestre précédent. En France, l'emploi industriel est quasi stable (+0,1 %). Dans la région, la hausse trimestrielle est portée par l'accélération dans le secteur de l'énergie, de l'eau et des déchets (+1,0 %, après +0,3 % au trimestre précédent) et par le secteur des matériels de transport qui maintient sa dynamique (+0,6 %, comme au trimestre précédent). Dans les secteurs de l'industrie agro-alimentaire, des biens d'équipements et des autres branches industrielles, l'emploi est quasi stable (+0,1 %).

L'emploi industriel progresse en Loire-Atlantique (+0,6 %) et en Mayenne (+0,4 %). Il est stable ou quasi stable dans les autres départements (de -0,1 % à +0,1 %). Sur un an, l'emploi industriel progresse de 1,2 % dans la région et de 1,0 % en France.

Au 2^e trimestre 2024, l'emploi dans la construction recule pour le sixième trimestre consécutif mais la baisse s'atténue : -0,3 % (soit -310 emplois), après -0,7 % au trimestre précédent. En France, la baisse est plus marquée (-0,6 %). L'emploi diminue nettement en Maine-et-Loire (-0,6 %). Il baisse plus modérément dans la Sarthe, en Vendée et en Loire-Atlantique (entre -0,2 % et -0,3 %) tandis qu'il est stable en Mayenne. Sur un an, l'emploi dans la construction recule de 1,7 % dans la région, au même rythme qu'au niveau national (-1,6 %).

► 4. Taux de chômage



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Sources : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisés.

Statu quo pour le chômage

Au 2^e trimestre 2024, le taux de chômage dans les Pays de la Loire est quasi stable, à 5,8 % de la population active, soit 0,1 point de moins qu'au 1^{er} trimestre 2024. En France, il baisse de 0,2 point et s'établit à 7,3 %. Le taux de chômage se maintient sous la barre des 6,0 % pour le huitième trimestre consécutif. Les Pays de la Loire se situent ainsi au 1^{er} rang des régions françaises ayant le plus faible taux de chômage, juste devant la Bretagne (5,9 %). Le taux de chômage est stable ou quasi stable dans tous les départements (entre -0,1 point et +0,1 point). La Mayenne (5,0 %) et la Vendée (5,3 %) se situent respectivement aux 3^e et 6^e rangs des départements français ayant les plus faibles taux de chômage. En revanche, le taux de chômage dans la Sarthe (7,2 %) est proche du taux national (7,3 %).

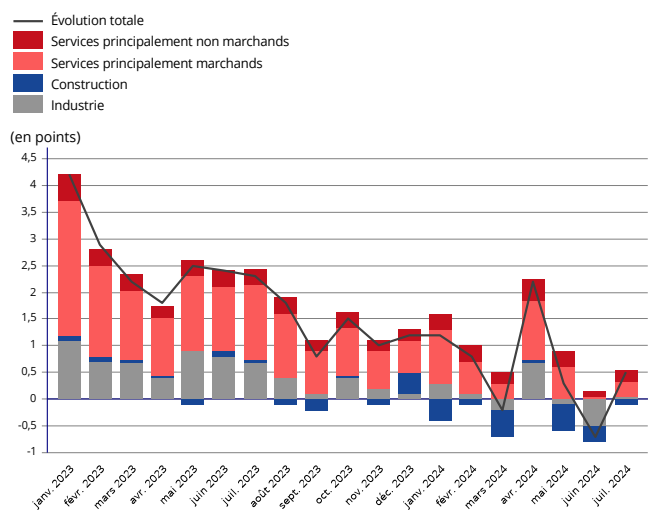
Après avoir connu une baisse tendancielle depuis le 3^e trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emplois en catégorie A augmente légèrement pour le troisième trimestre consécutif : +0,2 %, après +0,5 % au trimestre précédent, et contre -0,4 % en France. Sur un an, il augmente de 1,1 % dans la région et de 0,2 % en France. On dénombre ainsi 130 980 demandeurs d'emplois de catégorie A en moyenne au 2^e trimestre 2024 dans la région.

L'activité progresse légèrement au 2^e trimestre

Mesurée par le nombre d'heures de travail payées par les employeurs (hors activité partielle), l'activité salariée dans la région progresse de nouveau légèrement au 2^e trimestre 2024 : +0,6 % par rapport à son niveau du 2^e trimestre 2023 (contre +0,4 % en France), comme au trimestre précédent. Si l'activité est très dynamique en avril (+2,2 %), elle ralentit ensuite en mai (+0,3 %) avant de se replier en juin (-0,7 %). L'activité se redresserait cependant en juillet avec une hausse de 0,5 % sur un an. Au 2^e trimestre 2024, le secteur tertiaire marchand reste le principal

contributeur à la hausse d'activité malgré un léger ralentissement : le volume d'heures rémunérées augmente de 1,0 %, après +1,2 % au trimestre précédent. L'activité régionale est également soutenue par le secteur tertiaire non marchand qui maintient sa dynamique (+2,5 %, après +2,3 % au trimestre précédent). Dans l'industrie, l'activité se stabilise (+0,1 %, après +0,3 % au trimestre précédent), pénalisée par une baisse du volume d'heures rémunérées qui se poursuit dans les secteurs des biens d'équipements et des autres branches industrielles. Enfin, la baisse d'activité se poursuit au 2^e trimestre dans la construction :-2,8 %, après -3,6 % au 1^{er} trimestre, en lien avec la forte baisse des mises en chantier amorcée en 2022. L'activité progresse plus nettement en Mayenne (+1,1 %), en Maine-et-Loire (+1,0 %) et en Loire-Atlantique (+0,7 %) tandis que la hausse est plus timide en Vendée (+0,3 %). En revanche, l'activité est quasi stable dans la Sarthe (-0,1 %) où le volume d'heures rémunérées continue de reculer dans le secteur industriel.

► 5. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Pays de la Loire

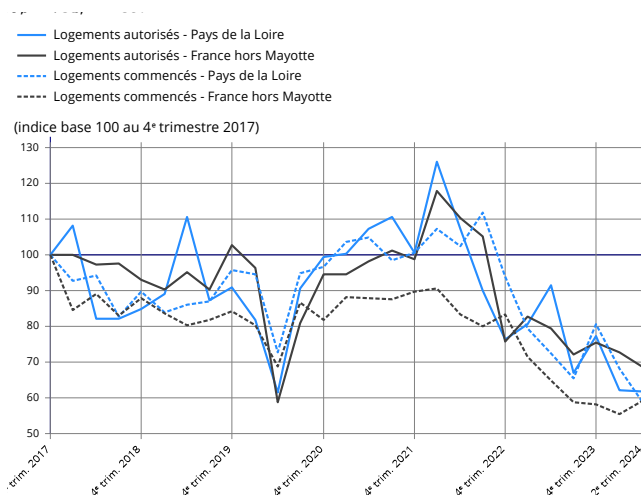


Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Champ : Secteur privé hors secteur agricole.
Source : DSN – traitement provisoire, Insee.

Le plus bas niveau de logements commencés du siècle

Entre avril et juin 2024, 4 110 logements sont commencés (mis en chantier) dans les Pays de la Loire. Ce nombre diminue de 13,6 % par rapport au trimestre précédent (contre +6,5 % en France). Il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis le début du XXI^e siècle. Le nombre de logements commencés continue de se replier pour le parc collectif (-16,3 %, après -18,4 % au trimestre précédent), ainsi que pour les logements individuels (-10,7 %, après -11,7 % au trimestre précédent). Au total, le nombre de logements commencés est inférieur de 18,6 % à son niveau du 2^e trimestre 2023 dans la région, et de 8,9 % en France. Au 2^e trimestre 2024, 4 850 logements sont autorisés à la construction dans les Pays de la Loire. Le nombre de permis de construire baisse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent (contre -5,4 % en France). Il se stabilise après un net repli au 1^{er} trimestre mais atteint son plus faible niveau depuis presque dix ans. Le nombre d'autorisations continue de chuter pour les logements collectifs (-15,1 %, après -21,4 % au trimestre précédent). En revanche, il se redresse pour les logements individuels (+18,3 %, après -17,0 % au trimestre précédent). Au total, le nombre de permis de construire est inférieur de 32,5 % à son niveau du 2^e trimestre 2023 dans la région, et de 13,5 % en France.

► 6. Évolution du nombre de logements

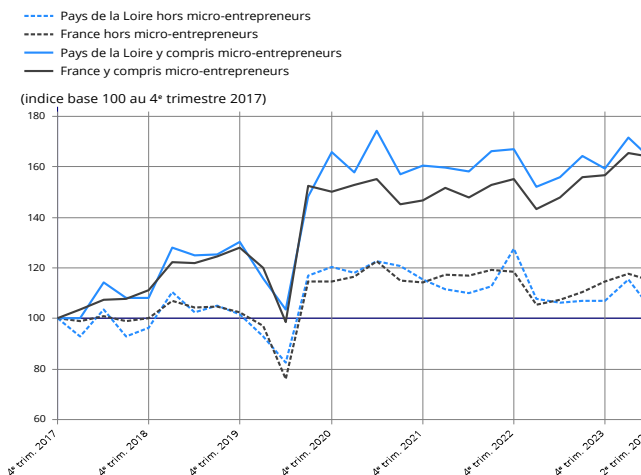


Note : Données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle.
Source : SDES, Sit@del2.

Repli des créations d'entreprises et nouvelle hausse des défaillances

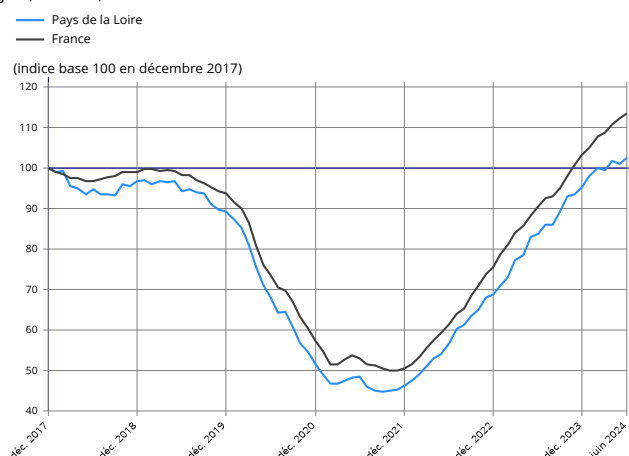
Au 2^e trimestre 2024, 11 650 entreprises sont créées dans les Pays de la Loire, soit une diminution de 4,8 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse fait suite à un trimestre de hausse (+7,6 %). En France, le recul des créations d'entreprises est moins marqué (-1,1 %). Dans la région, les créations d'entreprises individuelles et de sociétés se replie (-10,1 %, après +7,8 % au trimestre précédent). Dans le même temps, les immatriculations de micro-entrepreneurs diminuent dans une moindre mesure (-1,5 %, après +7,5 % au trimestre précédent). Les créations d'entreprises baissent fortement dans le secteur de l'industrie (-23,2 % après +18,8 % au trimestre précédent), où les créations d'entreprises individuelles et de sociétés chutent (-42,4 %). La baisse est également importante dans la construction (-17,5 % après +34,6 % au trimestre précédent), où elle concerne tous les statuts d'entreprise. Elle est moins marquée dans le commerce, les transports et l'hébergement-restauration (-5,1 %). En revanche, les créations d'entreprises progressent légèrement dans les services (+0,5 %). Sur un an, les créations d'entreprises sont en hausse de 4,7 % dans la région, soit une croissance moins marquée qu'au niveau national (+10,8 %).

► 7. Créations d'entreprises



Note : Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Champ : Ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

► 8. Défaillances d'entreprises



Note : Données mensuelles brutes au 29 sept. 2023, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

Fin juin 2024, 2 540 défaillances d'entreprises sont enregistrées sur les douze derniers mois dans les Pays de la Loire. Le nombre de défaillances d'entreprises augmente de 2,8 % au 2^e trimestre, un rythme inférieur à celui enregistré au niveau national (+4,5 %). Cette tendance à la hausse s'observe de manière continue depuis onze trimestres. Les défaillances progressent le plus dans les transports et l'entreposage ce trimestre (+13,6 %). La construction continue de contribuer fortement à l'augmentation régionale, avec une hausse de 5,8 %, soit 27 défaillances supplémentaires. Sur un an, les défaillances d'entreprises augmentent de 22,3 % dans la région, soit presque autant qu'au niveau national (+25,6 %). Le nombre de défaillances dépasse son niveau d'avant-crise du 2^e trimestre 2019 mais reste inférieur à la moyenne annuelle enregistrée sur la période 2010 à 2019 dans la région (2 770), tandis que cette moyenne est désormais dépassée au niveau national.

La hausse des nuitées hôtelières étrangères ne compense pas les nuitées françaises en net recul

Au 2^e trimestre 2024, les hôtels ligériens enregistrent 2 millions de nuitées, soit une fréquentation inférieure au 2^e trimestre 2023 (-4,3 %), dans la tendance métropolitaine (-4,6 %). Cette baisse est exclusivement due à une clientèle française moins présente (-5,5 %), comme en moyenne nationale (-5,6 %). Celle-ci peut s'expliquer en partie par le recul de la clientèle affaire dans les hôtels ligériens (-14,8 % par rapport au 2^e trimestre 2023), comme dans les hôtels métropolitains (-16,5 %). A contrario, la fréquentation de la clientèle étrangère poursuit sa hausse dans les hôtels de la région (+5,3 %), alors qu'elle baisse en France métropolitaine (-2,7 %). La perte de nuitées britanniques par rapport au 2^e trimestre 2023 (-30,5 %) est notamment compensée par une présence plus marquée des Américains (+55,5 %), des Allemands (+13,4 %) et des Belges (+11,5 %).

► Pour en savoir plus

- « [Au deuxième trimestre 2024, l'emploi salarié est quasi stable ou en légère baisse dans toutes les régions](#) », Informations Rapides n° 242, septembre 2024.
- [Point de conjoncture](#), Insee Conjoncture, septembre 2024.
- Des indicateurs conjoncturels régionaux sont disponibles dans le [Tableau de bord conjoncturel](#) des Pays de la Loire sur insee.fr.

Tous les départements ligériens subissent la baisse de fréquentation hôtelière. Celle-ci est néanmoins plus marquée dans la Sarthe (-5,6 %) et plus modérée en Maine-et-Loire (-2,6 %).

Guillaume Coutard, Christelle Manceau, Yohann Rivillon (Insee)

Avertissement sur l'emploi : Les Estimations trimestrielles d'emploi ont été calées sur les Estimations annuelles d'emploi définitives de 2022, qui ont été publiées en juillet 2024. Cela conduit à légèrement abaisser le niveau de l'emploi salarié privé à partir de 2022, et à légèrement rehausser celui du public, par rapport aux estimations précédentes. En conséquence, les Estimations trimestrielles d'emploi sont davantage révisées sur le passé qu'habituellement.

Avertissement sur les DEFM : Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été initiée en avril 2023 dans 18 territoires puis étendue en mars 2024 à 29 nouvelles zones, portant à 47 le nombre de territoires concernés (au niveau national) par l'accompagnement renoué des bénéficiaires du RSA. Elle conduit à enregistrer progressivement à France Travail l'ensemble des BRSA de ces territoires. Fin juin 2024, cette expérimentation concerne environ 34 000 personnes, dont 23 000 sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi. Les effets du déploiement de cette expérimentation se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2024. Des informations complémentaires sont disponibles sur la dernière publication [Dares indicateurs](#).

► Contexte international : La croissance américaine demeure solide, l'Allemagne reste engluée

Aux États-Unis, l'activité n'a pas faibli : le PIB a progressé de +0,7 % au printemps et l'acquis de croissance pour 2024 s'établit à +2,3 %. Dans la zone euro, la reprise à l'œuvre depuis début 2024 est portée par le commerce extérieur et masque toujours d'importantes disparités. L'activité en Espagne caracole (+0,8 % au printemps, soit un acquis de croissance pour 2024 de +2,4 %), tandis que l'économie allemande est à l'arrêt (-0,1 %, soit un acquis de croissance nul pour 2024). En Italie, la croissance demeure modérée (+0,2 %, soit un acquis de croissance pour 2024 de +0,6 %). L'inflation a nettement reflué à 2,2 % en août (après 2,6 % en juillet), ce qui alimente des gains de pouvoir d'achat dans tous les pays de la zone : les ménages restent toutefois attentistes et ces gains sont pour le moment largement épargnés.

► Contexte national : l'activité continue de progresser, l'inflation poursuit sa dégrè

L'activité économique française a progressé de +0,2 % au deuxième trimestre 2024. La demande intérieure est à l'arrêt pour le troisième trimestre consécutif : la consommation des ménages est restée atone, tandis que l'investissement a reculé, pour les entreprises comme pour les ménages. Les dépenses publiques constituent la seule source de dynamisme de la demande intérieure. Le commerce extérieur a, quant à lui, continué de soutenir l'activité. Au total, l'acquis de croissance pour 2024 à mi-année est de +0,9 %, pour l'essentiel porté par le commerce extérieur. L'élan serait faible au second semestre et la croissance atteindrait finalement +1,1 % en 2024. L'emploi a marqué le pas au deuxième trimestre (après +0,3 % en début d'année). Enfin, comme ailleurs en Europe, la désinflation se poursuit (l'inflation s'est établie à +1,8 % en août 2024 après +2,3 % en juillet).

